



Municipalité de Sainte-Geneviève-de-Batiscan

30, rue St-Charles

Sainte-Geneviève-de-Batiscan

G0X 2R0

Tél: (418) 362-2078 Fax: (418) 362-2111

Courriel: municipalite@stegenevieve.ca

Rapport annuel 2022

Concernant l'application du règlement sur la gestion contractuelle

TABLE DES MATIÈRES

| | |
|--|----------|
| 1. BUTS | 1 |
| 2. DÉFINITIONS | 1 |
| 3. CHAMP D'APPLICATION | 2 |
| 4. ÉNONCÉ DE LA POLITIQUE | 2 |
| 4.1. Téléphones..... | 2 |
| 4.2 Ordinateur et portables..... | 3 |
| 4.3 Tablettes | 3 |
| 4.4. Logiciels..... | 3 |
| 4.5. Connexions au réseau internet..... | 4 |
| 4.6 Messagerie..... | 4 |
| 5. RÔLES ET RESPONSABILITÉS | 5 |
| 5.1 Utilisateur | 5 |
| 5.3 Directeurs général.... | 5 |
| 6. RÉVISION DE LA POLITIQUE | 5 |
| 7. RENSEIGNEMENTS | 5 |
| 8. ENTRÉE EN VIGUEUR | 5 |
| 9. FORMULAIRE D'ACCUSÉ DE RÉCEPTION | 6 |

1. Préambule

Sanctionné le 16 juin 2017, la Loi visant principalement à reconnaître que les municipalités sont des gouvernements de proximité et à augmenter à ce titre leur autonomie et leurs pouvoirs, permet, depuis le 1er janvier 2018, à une municipalité de prévoir les règles régissant la passation de ses contrats dont le montant de la dépense est de 25 000\$ et plus, mais inférieure au seuil obligeant l'appel d'offres public (AOP). L'article 938.1.2 du Code municipal du Québec (C.M.) exige par ailleurs que des règles à cet effet soient prévues au règlement de gestion contractuelle (RGC) de la municipalité. Par exemple, elle pourrait établir le seuil de la dépense à partir duquel elle attribue ses contrats de gré à gré. Ce seuil pourrait varier selon le type de contrat (services professionnels, exécution de travaux, etc.)

Conformément à l'article 938.1.2 du C.M., la Municipalité doit présenter annuellement un rapport concernant l'application du règlement de gestion contractuelle.

Ce rapport remplace le rapport déposé le 16 janvier 2023 afin de tenir compte des contrats conclus dans l'année de référence.

2. Objet

Ce rapport a pour principal objectif de renforcer la transparence du processus de gestion contractuelle de la municipalité en renseignant les citoyens sur l'application des mesures prévues à son règlement sur la gestion contractuelle « RGC »

3. Le règlement sur la gestion contractuelle

Le règlement sur la gestion contractuelle adopté le 3 avril 2018 et portant le numéro 407-05-03-18 a été abrogé et remplacé par le règlement 444-03-05-21 adopté le 07 juin 2021 suivant les modifications apportées à la (L.Q. 2021, chapitre 7) a été sanctionnée le 25 mars 2021.

La Municipalité se donne ainsi la possibilité d'accorder des contrats de gré à gré jusqu'au seuil décrété par le ministre (**du 01 janvier au 6 octobre 2022 le seuil était de 105 700\$, à compter du 07 octobre 2022 le seuil est fixé à 121 200\$**) pour tous types de contrats en incluant certaines règles de passation de ces contrats. Une résolution du conseil doit être adoptée pour accorder ce type de contrat.

4. Modes de sollicitation

La municipalité peut conclure des contrats selon les trois principaux modes de sollicitation possibles : le contrat conclu de gré à gré; le contrat conclu à la suite d'un appel d'offres sur invitation auprès d'au moins deux fournisseurs; ou le contrat conclu à la suite d'un appel d'offres public.

Pour déterminer le mode de sollicitation à utiliser, l'organisme municipal tient compte de l'estimation de la dépense du contrat qu'il désire octroyer ainsi que des dispositions législatives et réglementaires à cet égard.

4.1 Contrats dont la dépense est inférieure à 25 000\$ et conclue de gré à gré

Le règlement de gestion contractuelle ne prévoit aucune règle spécifique à ce type de contrat. Pour l'année 2022, tous les contrats dont la dépense est inférieure à 25 000\$ et conclue de gré à gré l'ont été selon les règles en vigueur.

4.2 Contrats dont la dépense est supérieure à 25 000 \$ et inférieure au seuil obligeant l'appel d'offres public

La municipalité peut prévoir les règles de passation des contrats qui comportent une dépense supérieure à 25 000 \$ et inférieure au seuil obligeant l'appel d'offres public dans un règlement sur la gestion contractuelle (RGC) précisant pour quelles catégories de contrats ces règles s'appliqueront.

| de 25000 à 105700\$ | | | | | | | |
|-------------------------------|--|------------------------|----------------|-----------------|---------------------------|-------------------------------|-------------------|
| Nom du Fournisseur | Objet du contrat | Catégorie de contrat | # Résolution | Type de contrat | Nb de soumissionnaire (s) | Montant du contrat avec taxes | Référence SEA O |
| A. MASSICOTTE EXCAVATION | Mise au norme fosse sceptiques | Exécution de travaux | 220906 | Invitation | 3 | 98 492.59 \$ | 1774392 / 1774420 |
| CAMION WESTERN STAR MAURICIE | Réparation camion Sterling | Fourniture de services | 220719 | gré à gré | 1 | 24 460.79 \$ | 1793982 |
| DESSUREAUL & ST-ARNAUD LTEE | Aménagement Agora (talus) inclus extras | Exécution de travaux | 220531 | Invitation | 2 | 102 908.37 \$ | 1804266 |
| DESSUREAUL & ST-ARNAUD LTEE | Déneigement et divers travaux taux horaire Total | Fourniture de services | 211011/ 221014 | gré à gré | 1 | 68 564.43 \$ | 17774434 |
| DUOSON MULTIMEDIA | Système vidéoconférence | Exécution de travaux | 220411 | Invitation | 2 | 30 998.40 \$ | 1804273 |
| EXCAVATION MARTIN LAMPRON INC | Gradins pour l'Agora | Exécution de travaux | 220429 | Invitation | 1 | 109 916.10 \$ | 1804290 |
| ORTEC CANADA (OES) | Récurrence de condites | Exécution de travaux | 221109 | Invitation | 2 | 50 020.51 \$ | 1774662 |
| MAURECON INC | Réparation Massif de béton Halte | Exécution de travaux | 220530 | Invitation | 2 | 25 811.89 \$ | 1804298 |
| PARRALELE 54 | Plans et devis talus Agora | Fourniture de services | 220408 | gré à gré | 1 | 16 096.50 \$ | 1804742 |
| PARRALELE 54 | Plan préliminaire et estimation ponceaux | Fourniture de services | 220710 | gré à gré | 1 | 18 683.44 \$ | 1804752 |

4.3 Contrats dont la dépense est supérieure au seuil obligeant l'appel d'offres

La municipalité doit passer par une demande de soumissions publique afin d'octroyer un contrat dont la dépense est supérieure au seuil obligeant l'appel d'offres public. La municipalité doit alors respecter des délais minimaux de réception des soumissions de 15 jours ou de 30 jours et ouvrir les demandes de soumissions à certains territoires, selon ce qui est prévu dans le règlement ministériel fixant les valeurs de seuils et les délais minimaux de réception des soumissions.

| supérieur à 105 700\$ | | | | | | | | |
|-----------------------|--|------------------------|--------------|-----------------|--------------------------|--------------------------|-------------------------------|-----------------|
| Nom du Fournisseur | Objet du contrat | Catégorie de contrat | # Résolution | Type de contrat | Nb de soumissionnaire(s) | Estimation avec taxes \$ | Montant du contrat avec taxes | Référence SEA O |
| MASKIMO CONSTRUCTION | Reconstruction Rte Pointe-Trudel | Exécution de travaux | 220506 | AO public | 4 | 962 915.63 \$ | 775 211.19 \$ | 1677455 |
| PARRALELE 54 | Plans et devis remplacement de conduites | Fourniture de services | 220807 | AO public | 4 | s/o | 89 571.27 \$ | 1622787 |

5. Plainte

Aucune plainte n'a été reçue concernant l'application du règlement de gestion contractuelle

6. Sanction

Aucune sanction n'a été appliquée concernant l'application du règlement de gestion contractuelle.

Rapport modifié déposé lors de la séance du 05 février 2024

François Hénault, directeur général